

Association des élus pour la défense du Cévenol et de la ligne Paris-Nîmes

Jean-Jacques Faucher, président de l'association des élus pour la défense du Cévenol et de la ligne Paris-Nîmes. A ce titre, d'autres élus, vous avez récemment reçu par le préfet de région. Quelle a été l'issue de cet entretien ?

Nous avons été reçus dès le début par Patrick Stefanini, préfet de la Région Auvergne et Préfet Coordonateur Massif-Central, qui avait organisé une réunion avec les élus régionaux de RFF et la SNCF. J'étais accompagné de Guy Vissac, Guy Malaval et de notre conseiller Robert Claraco. Monsieur le Préfet a indiqué, en substance, que le maintien de la ligne Clermont-Fd/Nîmes ne saurait être remis en question. Nous avons renouvelé nos propositions issues de l'étude de Robert Claraco : augmentation rapide de la vitesse, réalisation plus rapide des travaux prévus pour 2013. Le représentant de RFF a indiqué qu'à la fin des travaux en 2013, la vitesse redirait à 70km/h entre Langeac et Monistrol et à 40

km/h entre Monistrol et Langeac. Nous avons confirmé notre désaccord avec ce retour à la normale beaucoup trop long. Notons, au passage, que le représentant de RFF a reconnu que la situation actuelle était le résultat d'un manque d'entretien de la ligne.

Nous avons également longuement discuté de l'interdiction de circulation faite aux trains d'ECR (concurrent de la SNCF) transportant du bois de Langeac à Tarascon. Guy Vissac a souligné que cette décision mettait en péril cette importante activité de Langeac. Il nous a été indiqué qu'une étude allait être réalisée avec des conclusions fin août. La décision sera alors prise, soit d'autoriser à nouveau la circulation des trains de fret, soit de réaliser des travaux. Monsieur le Préfet a indiqué, dans ce cas, qu'il saisirait le comité de pilotage du plan rail pour faire financer les travaux. Pour notre part, nous avons contesté la durée de l'étude, notre consultant étant convaincu qu'il n'était pas nécessaire d'attendre le mois d'août et que des travaux ne seraient pas utiles. Enfin, Monsieur



le Préfet nous a annoncé qu'il nous réunirait périodiquement pour faire le point sur l'évolution de la ligne.

Quel a été le résultat ensuite de votre réunion au ministère de l'écologie et du développement durable ?

Nous avons été reçus le 15 juin à Paris par Jean-François Carencu, Directeur de cabinet de Jean-Louis Borloo. Le rendez-vous avait été pris par Francis Saint-Léger, Député de la Lozère. Notre délégation comprenait, outre lui-même, Jean Proriol, Député de la Haute-Loire, Guy Vissac, Guy Malaval et moi-même. La discussion a porté notamment sur les mêmes sujets que ceux traités à Clermont-Ferrand. Toutefois, il est apparu que le sujet prioritaire était le maintien par la SNCF du train Le Cévenol, train direct entre Paris et Marseille. Pour cela, il est indispensable qu'il figure par-

mi les trains Inter-Cités qui sont souvent déficitaires et qui vont pouvoir prochainement bénéficier du soutien d'un Fonds Spécial. Nous allons donc intervenir dans ce sens, en particulier les parlementaires qui nous accompagnaient.

Franchement, quel est votre sentiment après ces deux réunions ?

Nous avons été réconfortés par nos rencontres avec les haut-fonctionnaires de l'Etat, tant pour le maintien du Cévenol que pour le rétablissement du trafic fret et pour les travaux à réaliser. Nous ne doutons pas de la volonté de la Région Auvergne notamment, qui devrait bientôt nous recevoir.

Mais nous devons rester vigilants pour que les acteurs du ferroviaire ne s'esquivent pas et ne contredisent pas la volonté publique.